

teurs? Dira-t-il à la Chambre si cette façon d'agir est conforme au programme anti-inflationniste du gouvernement?

L'hon. Ron Basford (ministre de la Consommation et des Corporations): Monsieur l'Orateur, le ministre des Finances a déclaré très clairement le soir de l'exposé budgétaire qu'il désapprouvait les agences, notamment les compagnies de pétrole, qui distribuent des cartes de crédit en masse, et il a annoncé qu'une mesure serait présentée dans quelques semaines.

L'hon. M. Dinsdale: Monsieur l'Orateur, dois-je conclure que la mesure proposée par le gouvernement est destinée à remédier particulièrement à la transformation des systèmes de cartes générales de crédit en systèmes de cartes de crédit renouvelable?

L'hon. M. Basford: Elle est destinée à régler les questions soulevées par le ministre des Finances dans son exposé budgétaire relativement au crédit commercial et aux acomptes...

M. l'Orateur: A l'ordre.

LA SOUVERAINETÉ

L'ARCTIQUE—LES ENTRETIENS AVEC UNE DÉLÉGATION AMÉRICAINE

M. W. B. Nesbitt (Oxford): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Nous dirait-il si le gouvernement a affirmé la souveraineté canadienne sur l'Arctique canadien, sur ses eaux en particulier, lorsque M. Alexis Johnson du département d'État américain est venu ici vendredi dernier à la suite d'une délégation pour avoir des entretiens sur des questions intéressant les deux pays, notamment la pollution, les pêches, les frontières et le droit maritime?

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, nous avons fait savoir à M. Alexis Johnson lors de sa visite ici exactement ce dont j'ai fait part à la Chambre et ce dont le premier ministre a informé l'ensemble du pays, que nous considérons les eaux de l'Arctique comme faisant partie de notre pays.

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LES COMMUNICATIONS DU GOUVERNEMENT AMÉRICAIN AU SUJET DES ESSAIS NUCLÉAIRES

M. David Anderson (Esquimalt-Saanich): Monsieur l'Orateur, depuis deux mois je demande de temps à autre au secrétaire d'État aux Affaires extérieures et au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources s'ils reçoivent des renseignements des États-Unis

au sujet de la première série d'essais nucléaires à Amchitka en Alaska. Comme la Chambre se trouvera très bientôt en congé, monsieur l'Orateur, me permettriez-vous de poser encore une fois cette question au secrétaire d'État aux Affaires extérieures?

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Non, monsieur l'Orateur, nous n'avons pas encore reçu ce renseignement. Nous nous informons toujours et nous nous attendons de recevoir cette information.

LES POSTES

LE CONFLIT POSTAL À MONTRÉAL—TRANSFERT DES DROITS ACQUIS DES EMPLOYÉS

M. Heath Macquarrie (Hillsborough): Monsieur l'Orateur, j'ai posé vendredi au premier ministre suppléant une question qu'il a promis de soumettre au premier ministre à propos du conflit postal et de l'enquête Goldenberg. Le premier ministre voudrait-il répondre?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, le premier ministre suppléant m'a soumis certaines questions. Je ne peux me souvenir, à moins que le député ne précise davantage, sur quoi a porté la conférence.

M. Macquarrie: Monsieur l'Orateur, je suis étonné que le solliciteur général n'ait pas donné de précision. Il s'agissait du discours prononcé par le ministre des Postes à l'Empire Club et où il a indiqué que les garanties d'emploi dont jouissaient les employés à Montréal devraient faire l'objet d'une loi. Je demandais donc, tel étant le point de vue du gouvernement, si le commissaire en avait été avisé.

Le très hon. M. Trudeau: Monsieur l'Orateur, j'ai la réponse du premier ministre suppléant. Il a dit qu'il étudierait volontiers cette question, et, en fait, il l'a étudiée avec moi.

M. Macquarrie: Monsieur l'Orateur, c'est une réponse fort spirituelle, mais peu utile. Il est très important, je pense, que nous sachions si le ministre des Postes a, en fait, comme l'ont rapporté les journaux, signalé que les droits de sécurité de l'emploi, qui sont cruciaux dans ce conflit, peuvent être transférés uniquement en vertu d'une mesure législative. Si cette déclaration représente le point de vue du gouvernement, le commissaire Goldenberg en a-t-il été averti?

Le très hon. M. Trudeau: Ce n'est certes pas la position du gouvernement. C'est une opinion exprimée honnêtement par un ministre qui y croit, mais la position actuelle du